

Le Maire,

Vu les articles L 161-10 et L 161-10-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu les articles R 161-25 à R 161-27 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 4 juillet 2016 actant le principe de la vente du chemin rural n°12 ;

Vu le dossier d'enquête publique mis à disposition du public ;

Considérant que le projet retenu par le conseil municipal nécessite la réalisation d'une enquête publique

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET, DATE ET DURÉE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le projet de cession du chemin rural n° 12, est soumis à une enquête publique destinée à recueillir les observations de la population. Cette enquête se déroulera pendant une durée de 31 jours consécutifs, du mercredi 22 novembre 2017 au vendredi 22 décembre 2017 inclus.

ARTICLE 2 : DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR / PERMANENCES

Monsieur Michel STERVINO est désigné en qualité de commissaire enquêteur et se tiendra à la disposition du public à la mairie:

- le mercredi 22 novembre 2017, de 9 h à 12 h
- le samedi 9 décembre 2017, de 9 h à 12 h
- le vendredi 22 décembre 2017, de 14 h à 17 h

ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier d'enquête publique comprend le projet d'aliénation, une notice explicative, un plan de situation et une appréciation sommaire des dépenses.

ARTICLE 4: OBSERVATIONS DU PUBLIC

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie d'Elliant pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h, le samedi de 9 h à 12 h) et consigner éventuellement ses observations, propositions ou contre-propositions sur le registre d'enquête.

Celles-ci pourront par ailleurs être communiquées oralement ou par écrit au commissaire enquêteur, à l'occasion de ses permanences, dont les dates et horaires sont précisés à l'article 2 ci-dessus.

Elles pourront également être reçues par voie postale, au plus tard le 22 décembre 2017, par le commissaire enquêteur au siège de l'enquête où toute correspondance doit être adressée, à l'adresse suivante (en précisant sur l'enveloppe la mention: «Ne pas ouvrir») :

À l'attention de Monsieur STERVINO, commissaire enquêteur, Mairie d'Elliant, 1, rue Laënnec, 29370 ELLIANT.

Envoyé en préfecture le 26/10/2017
Reçu en préfecture le 26/10/2017
Affiché le

ou par Mail à l'adresse suivante : contact@elliant.fr en précisant la référence de l'enquête et en spécifiant « à l'attention de Monsieur STERVINO, commissaire enquêteur ».

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE

Un avis d'enquête sera publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants : Ouest-France et Télégramme.

15 jours au moins avant le début de l'enquête, le même avis sera affiché à l'ancienne mairie, 4, rue Brizeux et à la nouvelle mairie, 1, rue Laënnec, à la salle polyvalente, à la salle des sports, et à l'entrée du chemin rural de Kerhoantec, permettant la plus large information du public.

L'accomplissement de ces formalités sera constaté et justifié par un certificat du maire à l'issue de l'enquête publique.

ARTICLE 6 : CLOTURE DE L'ENQUÊTE

À la date de clôture de l'enquête publique, le registre d'enquête sera clos par le commissaire enquêteur.

Celui-ci disposera alors d'un délai d'un mois pour transmettre au maire son rapport et ses conclusions. Ces documents seront ensuite laissés à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 7 : DECISION INTERVENANT AU TERME DE L'ENQUÊTE

Après remise du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, le Conseil municipal délibérera. Cette délibération sera ensuite transmise à M le Préfet du Finistère pour approbation dans le délai de deux mois prévu par la loi.

Fait à ELLIANT, le 25 octobre 2017

René LE BARON, Maire



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes (3, contour Motte - 35000 RENNES) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.